

Université d'été du CADTM Europe

11, 12 et 13 septembre 2015

Plénière de clôture: Dettocratie et capitalisme, par ici la sortie !

En fait, de 1960 à 1980, la dette extérieure du tiers-monde est passée de 21,5 milliards à 560 milliards de dollars US. Elle a été multipliée par huit entre 1971 et 1980. La crise de la dette extérieure du Sud a éclaté lorsqu'en 1982 le Mexique et d'autres pays d'Amérique Latine surendettés se sont déclarés incapables de rembourser leurs dettes extérieures. Le système financier international du Nord s'est ébranlé. Les créanciers mandatent alors le FMI et la Banque mondiale pour encadrer rigoureusement les pays surendettés et garantir à tout prix à travers les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) la poursuite des remboursements.

Dans la même période, sur le plan humain, les 20% les plus appauvris de l'humanité ont vu leur revenu passer de 2,3% à 1,4% des richesses du monde. A la fin de 1995, la dette extérieure totale des pays en développement était de 2068 milliards de dollars US, soit 150% des recettes d'exportation.

Face à cette situation d'inégalité sociale inacceptable et intolérable, des voix se font entendre, dans l'Eglise, les mouvements sociaux et certains gouvernements progressistes, pour qu'à l'occasion de l'an 2000 soit remise la dette du tiers-monde. D'où la Campagne internationale Jubilé 2000 qui a collecté douze millions de signatures pour le G7 au Japon. La CAD Mali a mobilisé plus 10 000 signatures à travers les milieux rural et urbain du Mali. Avec cette mobilisation citoyenne, le phénomène de la dette est sorti du cercle des initiés (technocratie Direction Générale de la Dette publique) pour être étalé sur l'espace public (citoyen) malien.

La campagne africaine de l'annulation de la dette a été lancée à Accra au Ghana en 1998 ainsi que la campagne malienne la même année sous l'appellation CNM/ Jubilé 2000 (Coalition Nationale Mali/ Jubilé 2000). La CNM/ Jubilé 2000 a participé à l'organisation de la conférence internationale Dakar 2000 sur la dette et les privatisations qui a clôturé la campagne internationale Jubilé 2000.

Dimension politique d'intervention d'appui aux luttes sociales

La dimension politique d'appui aux luttes sociales se caractérise par:

- La création d'espaces démocratiques (semaine d'éducation populaire, Forum des Peuples, Forum Social Africain, les semaines d'actions mondiales contre la dette et les institutions financières internationales, les espaces thé politique, des dialogues et interpellations politiques, des communiqués de presse, des conférences de presse, des débats télévisés, la saisie des espaces de concertation au niveau gouvernemental; pour les citoyens et citoyennes qui veulent exprimer leurs opinions et agir pour la prise en compte de leurs aspirations légitimes dont le droit à la santé, l'éducation, à la vie et le vivre ensemble... ;

Par ailleurs, mon organisation, la CAD-Mali est initiatrice du Forum des Peuples qui est partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial et qui est organisé en contrepoint au Sommet du G8.

Au sein de ces espaces, il existe un large soutien aux différentes luttes locales des mouvements qui se battent contre l'injustice, contre le racisme, ou contre la répression et la

criminalisation des mouvements sociaux par les autorités. Mais aussi pour le respect des droits humains fondamentaux, pour la liberté d'expression et d'opinion, etc. C'est par cette forme de solidarité entre le Nord et le Sud qu'on pourra, d'un côté, encourager les mouvements, les appuyer, mais aussi les inciter au travail en coordination et, d'un autre, les impliquer dans le processus des Forums sociaux.

On peut citer, à titre d'exemple, la solidarité avec les femmes marocaines victimes des arnaques des organismes du microcrédit, dans les pays du Sud le FSM devra jouer le rôle de catalyseur des luttes sociales, rendre les luttes plus visibles, dans l'objectif global de renforcer la lutte commune contre le néolibéralisme et, d'une manière générale, contre la [globalisation](#) capitaliste, afin de contribuer à inverser les rapports de force au niveau mondial.

Ces espaces ont permis, entre autres, de rassembler des dizaines de milliers d'activistes venant du monde entier, de permettre un débat sur différents thèmes d'actualité et sur des sujets et problématiques planétaires (crise économique, changements climatiques, guerre, droits humains, dette, féminisme, etc)

En plus des impasses de la dette, ce début de 21^è siècles est en outre marqué par l'émergence d'un monde multipolaire et une succession de crises globales interconnectées. Les marches des indignés à travers le monde en 2011, les émeutes de la faim de 2007-2008 et les échecs des conférences de Copenhague 2009 (COP 15) de Cancun 2010 (COP 16) et de Durban 2011 (COP 17) sur l'avenir de la planète sont les évidences que le capitalisme mondial de marché de croissance prend de « l'eau » de tous les côtés. Le système a prouvé son incapacité de promouvoir le « village planétaire » et d'assurer la régulation entre les peuples, les sociétés et les Etats dans l'intérêt général. Il a aussi démontré sa capacité à faire la guerre (culturelle, économique, alimentaire et militaire), un état permanent du système, suivant d'ailleurs la tête du client et en prétextant le « droit d'ingérence humanitaire ».

Les alternatives à l'endettement:

La levée du secret bancaire dans les paradis fiscaux:

Les calculs du Tax Justice Network (Réseau International de justice Fiscale), estiment que les pertes fiscales pour les pays du Sud s'élèvent à 385 milliards de dollars par an, qui se répartissent comme suit: économie souterraine (285 milliards de dollars, dont 110 réalisables); avoirs offshore (50 milliards de dollars) et transferts de bénéfices entre sociétés (50 milliards de dollars). A titre de comparaison, le stock de la dette totale est de 250 milliards de dollars fin 2008 dont une large part est odieuse, illégitime ou illégale. Ces chiffres dépassent largement les fonds annuels nécessaires pour financer les OMD. Les Nations Unies estimaient en 2005 que l'accomplissement des OMD nécessiterait un apport d'environ 135 milliards de dollars en aide publique au développement, somme qui atteindra 195 milliards de dollars en 2015. Il est vraisemblable que la fuite des capitaux aura un effet négatif profond sur la distribution de la richesse. Les personnes qui la pratiquent appartiennent généralement aux élites politiques et économiques du sous-continent qui profitent de leur situation pour faire main basse sur les fonds et les placer à l'étranger.

La sélection des projets dans l'octroi des prêts doit se démocratiser en prenant en compte les priorités citoyennes. Les investissements directs étrangers doivent également intégrer les stratégies de renforcement des capacités productives des pays d'accueil. Selon le BIT: "Il ne sert à rien d'attirer les investissements étrangers pour des emplois à n'importe quel prix si tout ou partie des gains qui en résultent ne restent pas dans le pays"

Les perspectives de luttes:

Dans les perspectives nous comptons procéder aux actions ci-après:

- l'opérationnalisation de l'Observatoire National de Suivi des Fonds Publiques;
- la poursuite de l'audit citoyen de la dette entamé en début janvier 2014 après celui réalisé en 2009 qui a porté sur la période de 1992 à 2002;
- le renforcement des organisations nationales afin qu'ils puissent aller vers les audits de dette;
- des recherches actions sur la dette de l'Afrique, etc.